

Indécence

Nous sommes nombreux – athées, agnostiques, croyants à des titres divers ou chrétiens pratiquants – à avoir rejoint l'Université catholique de Louvain en raison de sa tradition humaniste et du privilège qu'elle a toujours accordé à la raison sur les formes multiples d'irrationalisme. Ceci se vérifie à la fois dans le détail des ses enseignements, dans l'extraordinaire diversité de ses champs de recherche, dans la culture qui est la sienne depuis plus de cinq siècles. Pionnière de l'humanisme au temps de la Renaissance, l'UCL prend place aujourd'hui dans un espace public national relativement original, marqué par l'invention d'une laïcité ouverte. A côté de leurs consœurs, l'UCL et la KUL participent à la formation d'une grande partie de la jeunesse – de Belgique, mais aussi d'Europe – et accomplissent à ce titre une mission de service public. Une mission pour laquelle les vertus premières sont le respect des personnes dans leur diversité de sexe, d'âge et de confession, mais aussi la mobilisation d'une réflexion scientifique libérée des affres de l'obscurantisme.

Or les récents propos de Mgr. Léonard relatifs à la "justice immanente" en matière de sida, ses déclarations sur la sexualité et le corps humains comme ses jugements à l'emporte-pièce sur l'homosexualité, viennent jeter un puissant discrédit sur cet équilibre général. En effet, l'Archevêque de Malines-Bruxelles se trouve être à la tête du Pouvoir Organisateur de l'UCL. Ses prises de position traduisent ce qu'il faut bien appeler une fuite en avant ultraconservatrice au sommet de l'Eglise catholique et portent atteinte à la culture dans laquelle nous travaillons, dans la diversité même de nos approches et de nos convictions. Ces propos appellent une réaction claire de la part d'enseignants qui s'adressent à une jeunesse ayant plus que jamais besoin de repères éthiques. Cette réaction est celle de la plus vigoureuse condamnation. Rien ne justifie de telles assertions. Pire encore, celles-ci s'appuient sur une forme d'immoralité dont la logique doit être brièvement rappelée.

Parler de justice immanente suppose que certains événements naturels qui échappent à la volonté humaine se justifient au nom d'une action providentielle. Comme au Moyen Âge,

cette conception voit dans la "maladie" un mécanisme de tri sélectif, doté d'une signification morale. Cela revient à prêter à des faits naturels une intentionnalité qu'ils n'ont évidemment pas. Parler d'un "amour malmené qui se venge" est une absurdité qu'aucun homme de science moderne, aucun citoyen éduqué, ne peut accepter.

Une telle vision s'appuie sur une conception du corps et de la sexualité qui n'est pas seulement archaïque, mais fallacieuse. Elle suppose en effet que le corps humain serait pareil à un objet dont on pourrait discipliner les instincts, et la sexualité cette nécessité douteuse dont la fonction essentielle serait la reproduction. Elle occulte cette part infrangible de l'identité humaine, pour laquelle le corps n'est pas un objet externe mais le lieu même de la vie, et la sexualité la matrice du désir qui nous porte à la rencontre d'un(e) autre. C'est bien parce que nous sommes corps sexués que l'autre n'est jamais l'abstraction à laquelle l'assignent les systèmes ou les pensées totalitaires, mais cette présence incarnée qui demeure, plus que tout, foyer de l'interdiction du meurtre et appel à un au-delà de soi. Or cette présence se nomme liberté : elle est le théâtre difficile et magnifique de l'apprentissage de soi et du monde, qui exige tout autre chose qu'une attitude répressive ou culpabilisante.

Enfin, la condamnation récurrente de l'homosexualité fournit le support d'une discrimination entre les personnes, contraire non seulement aux droits fondamentaux, mais aussi à cette exigence morale proprement moderne, visant à assurer à chacun le respect de ses conceptions particulières de la vie bonne dans la mesure où cela ne nuit pas à autrui, pour reprendre la formule de Kant.

Ce n'est pas faire l'apologie d'un rationalisme débridé que de souligner ces différents éléments. Nous sommes bien placés à l'UCL pour penser que la logique même du rationalisme est de savoir s'interroger sur ses propres limites, au nom d'une raison capable de s'abreuver à d'autres sources qu'elle-même. Mais nous sommes bien placés aussi pour penser que la modernité nous a fourni des acquis considérables en vue d'élaborer une éthique responsable, destinée à tous. A ce propos, est-il inutile de rappeler que l'Eglise catholique – en Belgique, mais pas seulement – est concernée par une série d'affaires de pédophilie qui demeurent un scandale absolu et qui appellent une justice autonome, ferme et responsable ? Faut-il rappeler que les toutes dernières déclarations prônant une "une absence de jugement

pour des prêtres qui ne sont plus en fonction" ouvrent sur une impunité injustifiable, puisque les victimes demeurent en vie et que les actes commis doivent être pris en charge par le droit pénal ? Faut-il rappeler enfin que ces affaires ne sont pas seulement le fait de quelques uns, mais le signe d'une déficience institutionnelle profonde ? Un minimum de décence supposerait de savoir balayer devant sa porte face à la gravité de telles situations, plutôt que d'en rajouter en tenant des propos réactionnaires sur la maladie et la sexualité. Nous savons pertinemment que ceux-ci ne reflètent pas, loin s'en faut, l'opinion d'un grand nombre de catholiques, dont la démarche spirituelle ne se réduit nullement à ce que certains membres de leur hiérarchie affirment haut et fort. Mais nous savons aussi que ces assertions font honte à l'institution universitaire dont l'Archevêque de Malines-Bruxelles demeure le Grand chancelier. Pour cette raison même, son maintien à un tel poste est devenu injustifiable et nous demandons sa démission. A défaut, l'UCL devra en tirer les conclusions qui s'imposent quant à l'autonomie définitive de son Pouvoir Organisateur à l'égard de la hiérarchie catholique.

Coordinateur du texte – Matthieu de Nanteuil

Avis aux signataires. Vous pouvez envoyer votre signature à l'adresse suivante : matthieu.denanteuil@uclouvain.be avec pour objet : signature pétition "indécence", en précisant votre identité (prénom, nom, titre/fonction, faculté ou institut).

Clôture des signatures : le jeudi 11 novembre 2010 à 12.00.

Merci d'avance.